

INTRODUCTION

Paule PETITIER

Si tout grand livre d'histoire est livre dans l'histoire, contribuant pour une part à faire celle-ci au présent autant qu'il l'éclaire dans le passé, l'*Histoire de la Révolution française* de Michelet se veut l'analogue de la Révolution, le livre qui en restitue l'élan, l'énergie, l'espoir, bien plus qu'un livre sur la Révolution. « Mon livre est un acte, et je ne puis être entravé dans cet acte¹ », écrit-il en février 1850 à son éditeur Chamerot.

Acte, il l'est tout d'abord par le lieu où il commence à s'élaborer : la chaire d'histoire et de morale du Collège de France que Michelet occupe depuis 1838. Dans cette institution dévolue à la liberté de la pensée, l'historien ne se sent pas seulement chargé de transmettre un savoir sur le passé, il conçoit son rôle comme celui d'un éducateur au sens le plus plein du terme, c'est-à-dire celui qui éclaire et forme la conscience civique et politique de ses contemporains. Au début des années 1840, allié à ses amis Edgar Quinet, titulaire de la chaire de langues et littératures de l'Europe méridionale, et Adam Mickiewicz, Polonais exilé qui occupe la chaire de langues et de littératures slaves, il a contribué à faire du Collège de France une tribune politique pour la liberté des peuples et contre les forces rétrogrades. Après la suspension des cours de ses deux amis (en 1844 pour l'un et 1845 pour l'autre) il revient à lui seul de maintenir dans sa chaire la parole libre. Le cours devient l'un des rendez-vous des opposants progressistes au régime, en particulier des étudiants républicains. Michelet souhaite agir sur cette jeunesse des écoles, dont le soutien l'anime et à qui il veut communiquer

1. Jules MICHELET, *Correspondance*, éd. Louis Le Guillou, Paris, Honoré Champion, 1996, t. VI, p. 338.

en lui parlant du peuple la chaleur vitale d'en bas². En 1845, il consacre à la Révolution le premier de ses deux cours (janvier-avril) et traite dans le second (avril-juin) de « l'«homification» des barbares » puis de « l'histoire négative des trois derniers siècles », proposant dans ce cadre une « Histoire de la Bastille » et une leçon traitant des « lois de 1794 sur l'instruction³ ». Le cours de 1846 est consacré pendant ses deux séquences à la nationalité, et se termine le 11 juin par une méditation sur la Révolution, qui ne fut « ni catholique ni anglaise ». Les cours de 1847, année où paraissent les deux premiers tomes de l'*Histoire de la Révolution*, sont voués à la Révolution. Au premier semestre de 1848, Michelet est décidé à traiter de la « rénovation sociale », mais ne prononce que trois leçons avant que son cours ne soit suspendu, au prétexte de l'agitation politique et des désordres qu'il suscite⁴. Les manifestations organisées par les étudiants pour protester contre cette mesure, le 6 janvier et encore le 3 février, font monter la tension qui débouche peu après sur l'insurrection de Février.

Les événements du printemps 1848 n'entament pas la conviction de Michelet qu'écrire l'histoire de la grande Révolution est un acte utile. Au cœur même d'une nouvelle commotion, il est urgent de mieux connaître la première, de ne pas laisser les légendes en pervertir le sens. Établir sur des bases solides l'histoire de cette période, en analyser les erreurs, les fourvoiements, pour éviter qu'ils ne se reproduisent : voilà une tâche de première nécessité. Sollicité par la vie politique, l'historien, à la différence de nombreux hommes de lettres contemporains, prend ses distances. C'est écrire l'*Histoire de la Révolution* qui lui paraît une réelle urgence politique. Sa tâche, pense-t-il, est d'élever à la Révolution le monument qu'elle n'a jamais eu – non pour l'étouffer sous le marbre, mais pour l'inscrire dans l'espace public et dans la conscience commune. Il sera désormais impossible de nier que la Révolution fait partie de l'être de la France, de même que chaque sujet moderne la porte en lui comme l'événement qui a confirmé son autonomie. Il ne s'agit pas de commémorer des faits et de grands hommes mais de souffler sur la flamme, pour que se perpétuent l'énergie et l'esprit de l'événement. Le monument, c'est de la mémoire en acte, qui nourrit et soutient l'action présente.

-
2. « En nationalité, c'est tout comme en géologie, la chaleur est en bas. Descendez, vous trouverez qu'elle augmente; aux couches inférieures, elle brûle. » (*Le Peuple*, éd. Paul Viallaneix, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1974, p. 141.)
 3. Jules MICHELET, *Cours au Collège de France*, t. II, éd. Paul Viallaneix, Paris, Gallimard, 1995, p. 69-74.
 4. Publiées d'abord en fascicules, de semaine en semaine, les leçons furent réunies en volume sous le titre *Cours professé au Collège de France 1847-1848* (Paris, Chamerot, 1848), puis après la mort de Michelet sous le nouveau titre *L'Étudiant* (Paris, Calmann Lévy, 1877).

En parallèle, dans ses cours, Michelet veut agir sur le fondement même de l'action, c'est-à-dire sur la foi et sur les mœurs. Comment enraciner une révolution? Comment éviter que celle-ci ne dégénère en affrontement de factions ou de classes? Comment fonder une foi nouvelle, transformer les mœurs de façon que la société tout entière puisse se reconnaître dans la révolution? Autant de questions proposées à son auditoire. Foi, mœurs, éducation, trois mots clés pour qui veut *labourer profond*, pérenniser l'enthousiasme et l'énergie transformatrice des jours où tout change. Comme avant février 1848, le cours devient un lieu de rassemblement de la jeunesse hostile à l'évolution conservatrice du pouvoir. Surveillé par des mouchards, en butte à l'hostilité de l'administrateur du Collège de France, Michelet ne veut rien céder, et son cours est supprimé en mars 1851. Cette fois, il ne publie pas ses leçons car il préfère se consacrer entièrement à finir *l'Histoire de la Révolution*.

Son œuvre accomplit d'emblée un geste essentiel, rouvrir la Révolution. Après la première génération d'histoires de la Révolution contemporaines de l'événement ou immédiatement postérieures, l'Empire a fait peser le silence. Puis, sous la Restauration apparaissent des histoires inspirées par le point de vue libéral, celle de Mignet, celle de Thiers. Dans cette perspective il importait de signifier que la Révolution était finie, inscrite à tous les sens du terme dans l'histoire – ineffaçable et terminée. Le temps permettait d'en juger les excès et d'en constater les acquis. La Révolution de Juillet, considérée par ces mêmes libéraux comme l'équivalent de la « Glorieuse Révolution » anglaise de 1688, confirme à leurs yeux l'hypothèse de la fin d'un cycle. À cette date, le jeune Michelet imagine que Juillet a remplacé au cœur de l'histoire l'esprit de la Révolution, l'action unanime du peuple. Entre 1820 et 1840 l'histoire libérale s'est construite en fonction d'une Révolution conçue comme un *terminus ad quem*, une fin de l'histoire correspondant à l'institution du régime parlementaire, une fin politique, donc. Michelet, et d'autres parmi sa génération, inverse les choses en faisant de la Révolution un *terminus a quo*, un point de départ, une fondation sur laquelle il faut construire. La Révolution n'est plus prise pour une convulsion permettant de passer d'un ancien système à un nouveau, pour un bouleversement entre deux *états* : elle est un nouveau rapport à l'histoire, *dynamique*, une façon de concevoir le vivre ensemble qu'il faut élargir, et qui apportera des modifications sinon infinies du moins en partie encore inconcevables. Cette conception de la Révolution constitue un acte, dans la mesure où elle se propose de réveiller l'esprit de la Révolution, ou plutôt de prendre conscience qu'il chemine encore dans la société contemporaine. La Révolution est toujours là, âpre et instante voix qui perce à travers les murs du Collège de France, comme celle de ce vieil homme attelé à sa charrette, avec

une énergie si étonnante, qu'elle lui vient sans doute d'avoir été jeune en 1789 (2^e leçon du cours de 1848⁵).

La Révolution est une histoire vivante, directement reliée au présent, vivante dans la mémoire de ses derniers témoins, vivante dans l'esprit de ceux qui veulent rétablir la République, et l'histoire de Michelet est écrite avec la volonté d'en intensifier encore la présence. La « résurrection » dont il se réclame en tant qu'historien, correspond à la volonté de retrouver ce qu'il y a d'encore effervescent, actif, fécond pour le présent dans le passé. L'usage fréquent du « nous » qui réunit aux acteurs de jadis les lecteurs d'aujourd'hui, la mise en spectacle de l'histoire et la transformation du lecteur en témoin de la scène, le traitement des discours des personnages (fragmentés et disséminés dans le récit, entrelacés aux remarques de l'auteur, et non retranscrits en longs extraits qui les figent comme chez beaucoup d'historiens de son temps), les prises de parti, l'implication dans les débats d'alors, autant de traits d'écriture qui font de cette histoire une expérience plus qu'un récit de l'événement.



L'*Histoire de la Révolution* est l'aboutissement d'une rupture qui s'amorce au début des années 1840. Après avoir traversé une intense crise morale en 1842, au moment où il perd une femme aimée, Adèle Dumesnil, dont il a accompagné chez lui la longue agonie, Michelet se lance avec Edgar Quinet dans une campagne contre les Jésuites. L'offensive menée par les deux professeurs n'est pas mal vue du gouvernement, qui doit alors faire face aux protestations des catholiques contre le monopole universitaire. Mais chez Michelet, le combat n'est pas seulement tactique, il ouvre une fracture plus profonde. En 1843, à peine après avoir publié son cours en volume, *Des Jésuites* – qui rencontre d'ailleurs un grand succès –, l'historien en vient à considérer en bloc le christianisme comme une religion néfaste, dont il faut se détacher pour aller vers « le Dieu nouveau de l'avenir ». Il prend acte dans son Journal de cette rupture intérieure : « Adieu Église, adieu ma mère et ma fille; *adieu douces fontaines qui me fîtes si amères*⁶ ! » À la reprise des cours, Michelet et Quinet poursuivent leur campagne contre l'influence de l'Église dans la société moderne,

5. « Tous les jours, pendant que vous êtes là, dans votre chambre, à lire je ne sais quels livres, les histoires de la Révolution, peut-être la mienne, eh bien ! je crois que, dans ces moments, vous entendez quelquefois, sans vous en douter, la Révolution, l'Empire qui passent. Je parle de cet homme de soixante ans, davantage peut-être, qui, d'une voix enrouée, crie telle marchandise; qui se lève pour vous avant le jour, pour vous vendre je ne sais quoi... Je vous le dis, c'est la Révolution, c'est l'Empire qui passent, qui continuent, Messieurs, leur marche infatigable. » (*L'Étudiant. Cours de 1847-1848*, Paris, Calmann Lévy, 1877, p. 54).

6. Jules MICHELET, *Journal*, t. I, éd. Paul Viallaneix, Paris, Gallimard, 1959, p. 517 (5 août 1843).

lâchés cette fois par le pouvoir ; leurs attaques contre le rôle social du prêtre, l'emprise réactionnaire de la religion et l'autorité de Rome sonnent mal. La publication en 1845 du *Prêtre*, violente mise en cause de la direction de conscience, suscite des protestations à la Chambre, dans la presse, et même des pétitions. Quinet tombe le premier : par mesure ministérielle son cours ne reprend pas l'année suivante. Édifié par ce revirement du pouvoir et ces atteintes à la liberté de pensée, Michelet prend désormais parti contre les intellectuels libéraux de l'*establishment* jugeant bonne pour eux une philosophie émancipatrice mais nécessaire pour le peuple une religion qui le contienne dans son ignorance. Il se met en guerre contre l'éclectisme, la vision libérale de l'histoire et proclame qu'il choisit le camp du peuple (« Je suis un de ces Barbares⁷ ») contre celui des clercs. Il reproche au régime de Louis-Philippe d'entretenir un clivage entre la masse et les élites, avec la complicité active des penseurs proches du pouvoir. Laissant le peuple aux mains des prêtres, dont il reçoit une éducation négative, l'aristocratie intellectuelle développe une philosophie creuse et une vision de l'histoire conservatrice. La seconde moitié des années 1840 voit donc une nette évolution de Michelet vers la gauche, une recomposition de son réseau de fréquentations autour de personnalités qui se soucient du peuple (Béranger, Lamennais, Sand), et le réveil de son intérêt pour les penseurs socialistes⁸. Ses derniers livres lui attirent d'ailleurs des lecteurs inattendus : Prosper Enfantin, l'un des chefs du mouvement saint-simonien lui adresse en 1845 une longue lettre pour l'encourager dans la voie nouvelle, tout en lui recommandant de dépasser la critique et de *s'affirmer* en montrant la voie de l'avenir. Comment dès lors continuer à fréquenter les Tuileries, où il avait encore ses entrées comme professeur d'histoire de la duchesse d'Orléans ? Michelet demande à être rayé de la liste civile en 1845.

Fils du peuple, l'était-il toujours autant que dans son enfance où il avait eu faim ? Il s'était un peu embourgeoisé, il fallait qu'il le retrouve en lui, ce peuple – maintenu dans l'ignorance de lui-même par l'Église et par l'État. L'année 1845 serait consacrée à composer un tableau de la société contemporaine, dénonçant les fissures qui depuis la Révolution lézardaient la masse vivante de la nation, introduisaient la haine et la concurrence là où l'unité et la fraternité auraient été vitales. Dans cette œuvre de 1846, *Le Peuple*, Michelet s'en prend implicitement au clivage institué par la monarchie censitaire entre les « capacités », en charge par leur fortune et leur éducation d'exercer un rôle politique, et le reste de la nation, exclu du suffrage ; il dénonce la ségrégation entre ceux qui sauraient et ceux qui, du fait

7. Leçon du 20 février 1845 (*Cours, op. cit.*, t. II, p. 34-35).

8. Dans les années 1830, il s'était intéressé aux réunions saint-simoniennes de la rue Taitbout. Il en est question dans « L'héroïsme de l'esprit », Jules MICHELET, *Ceuvres complètes* IV, éd. Paul Viallaneix, Paris, Flammarion, 1974, p. 33 et 40.

de leur manque d'éducation, n'auraient pas leur mot à dire dans la cité. *Le Peuple* prend la défense de « l'instinct des simples », voie d'accès à la vérité autant que la science pour les savants, et dit la nécessité de concevoir des œuvres parlant autant aux uns qu'aux autres. L'une des causes du malaise général, de la distance croissante entre les classes, c'est le manque d'une foi en accord avec l'idéal démocratique, car le christianisme perpétue dans le peuple l'idée du salut accompli par un seul (et de ce fait la monarchie) et de la supériorité de la grâce sur la justice (et de ce fait le privilège et l'arbitraire). La foi nouvelle devrait être un ferment d'union sociale car elle satisferait aussi bien les exigences morales des classes cultivées que les aspirations des classes populaires en rendant visibles les idéaux progressistes. Mais où la chercher ? C'est ici que l'histoire redevient nécessaire. Où chercher la foi nouvelle sinon dans l'événement qui a constitué le peuple, qui l'a transformé de virtualité en être plein, qui a manifesté sa puissance : la Révolution française ? Elle a fondé les bases de l'existence moderne du peuple, et Michelet se tourne vers elle à partir de 1845 pour observer le peuple dans l'authenticité du moment initial, avant qu'il ne soit déformé par les dérives de la société bourgeoise et de la monarchie parlementaire. *L'Histoire de la Révolution* revient aux origines du peuple pour en réaffirmer le droit, et le droit politique.

Entamée en 1846, la rédaction de *l'Histoire de la Révolution* confirme l'interruption de *l'Histoire de France*, dont le dernier tome, le sixième, a paru en 1844. Michelet avait conduit son récit jusqu'à la fin du règne de Louis XI. Cette œuvre entreprise au début des années 1830 se rattachait encore à la vision libérale de l'histoire, envisageant celle-ci comme une progression vers la Révolution, moment d'affirmation des libertés individuelles et de la nation. Chaque étape de l'histoire apportait son lot de transformations positives, par le biais d'institutions, de structures sociales et de formes culturelles destinées à se scléroser mais aussi à disparaître et à être remplacées par d'autres qui poursuivraient le travail du progrès. Cependant, à mesure qu'il ajoute un tome à un autre, Michelet prend conscience que les transformations dont il rend compte sont difficilement compatibles avec l'émancipation finale à laquelle elles devraient en principe conduire. En particulier, ce prince machiavélique qu'a été Louis XI l'amène à distinguer dans l'histoire des forces durablement opposées à l'émancipation des peuples et des individus. Lorsqu'il écrivait *l'Introduction à l'histoire universelle* en 1831, les seules forces antagonistes par essence au progrès lui semblaient celles de la nature, du monde physique. À l'intérieur de l'histoire, le négatif était toujours passager et circonstanciel. Mais vers 1845, la présence de forces intrinsèquement anti-progressistes dans l'histoire tend à s'imposer à Michelet. Quelles ? Le pouvoir pour le pouvoir, la volonté de domination, tant matérielle que spirituelle. Elles s'incarnent dans

l'Église catholique, les régimes despotiques et le capitalisme – dont on ne peut espérer l'effacement, ni même l'amendement progressif et spontané. L'interruption de l'*Histoire de France* coïncide avec le passage d'une vision de l'histoire dominée par la notion d'évolution à une autre placée sous le signe de la rupture. Michelet, qui a jusque-là insisté sur les continuités, adopté l'idée, bien mise en lumière par l'*Histoire de la civilisation en Europe* de Guizot (1828), d'un lent modelage des sociétés et des régimes par des forces diverses, ressent désormais le besoin d'affirmer que la liberté ne se conquiert vraiment qu'à travers des ruptures.

Aux six premiers tomes de l'*Histoire de France*, interrompue en 1844, s'ajoutent dans la décennie suivante les sept tomes de l'*Histoire de la Révolution*. Le drame moderne pèse plus lourd dans la balance que l'épopée inachevée. Une fois parvenu à la fin du récit de la Révolution, en 1853, Michelet décide, non sans hésiter, de revenir à l'*Histoire de France*, qu'il poursuit en onze tomes entre 1854 et 1867. Or cette suite de l'*Histoire de France* ne renoue pas avec la vision linéaire des six premiers tomes. Si elle se dirige vers la Révolution, c'est en somme *négativement*, par la pente fatale de la monarchie qui de déficit en déficit va lentement mais sûrement au gouffre. La Révolution n'y figure plus comme un horizon, mais comme une série d'éclairs, brèves périodes ou figures symboliques surgissant dans le cours négatif de l'histoire pour faire entrevoir ce qu'il aurait pu être : la Renaissance, la Régence. Il n'y a plus d'événements qui font mûrir la Révolution, mais de brèves épiphanies la préfigurent.



À la suite du travail collectif accompli pour la nouvelle édition de l'*Histoire de la Révolution* dans la « Bibliothèque de la Pléiade », une partie de l'équipe, à laquelle se sont joints d'autres chercheurs, a souhaité construire un ouvrage collectif qui éclaire cette œuvre dans ses dimensions historiographique, littéraire, philosophique et politique. Si l'on reconnaît volontiers sa valeur patrimoniale, il n'existe pourtant pas vraiment d'ouvrage critique qui en propose une vision d'ensemble, qui en fasse ressortir les enjeux principaux et prouve qu'elle se prête à des approches diverses, stimulant la curiosité de futurs chercheurs. C'est l'un des objectifs de ce volume que d'inciter à l'exploration de nouvelles pistes en proposant des lectures qui croisent plusieurs types de réflexion, et montrent toujours l'historien au travail, confronté aux matériaux dont il dispose, élaborant des solutions épistémologiques et esthétiques pour les interpréter et les mettre en forme.

Une première partie, « Quand la Révolution se faisait livre », aborde le rapport de Michelet aux sources et le situe, ce faisant, par rapport à l'historiographie qui

le précède (Olivier Ritz). Mais le moment où il se met à écrire son *Histoire de la Révolution*, à la fin des années 1840, voit paraître plusieurs autres œuvres sur la même période, forcément en concurrence interprétative et commerciale. C'est ce que montre Aude Déruelle en examinant la rivalité de Michelet et de Lamartine. À l'âge du livre illustré, le chef-d'œuvre de Michelet allait connaître des éditions ornées de gravures (ce qu'avait refusé l'historien de son vivant). Margot Renard présente sous cet angle la fortune éditoriale de l'*Histoire de la Révolution*, mettant ainsi au jour un pan de la diffusion de Michelet sous la III^e République.

Après ce parcours de l'amont vers l'aval de l'œuvre, destiné à replacer celle-ci au sein d'un siècle où virent le jour de multiples livres sur la Révolution, une deuxième partie est consacrée à l'étude de différents aspects de l'écriture et de la poétique de l'histoire. De la manière de scénariser le récit (Corinne Saminadayar-Perrin) à l'inscription du genre (*gender*) dans la vision de l'événement (Jean-Marie Roulin), les contributions de cette section explorent des traits et des procédés de l'écriture michelétienne qui n'avaient pas encore fait l'objet d'études systématiques : le lyrisme (Jacob Lachat), l'usage du discours rapporté (Judith Wulf), le rapport à l'éloquence révolutionnaire (Hélène Parent), l'usage des noms propres dans le récit historique (Paule Petitier). Ces diverses études traitent autant de procédés littéraires que de la conception de l'histoire, soulignant, si besoin était, l'indissociabilité de ces deux aspects. Le travail stylistique de l'historien a une valeur épistémologique, il ne faut jamais l'oublier.

Dans un troisième temps, notre volume aborde de front des questions politiques et philosophiques, souhaitant ainsi mettre en lumière l'intérêt d'un texte vivant, dans lequel s'inscrivent les débats du XIX^e siècle, à propos de la fondation de la République, de la définition du peuple, et du sens de la « Terreur ». Aurélien Aramini situe la Révolution dans la conception générale de l'histoire qu'élabore Michelet depuis la fin des années 1820, et montre les inflexions qu'elle a subies. Jacques Guilhaumou passe au crible la « grammaire des Jacobins », et démonte la mécanique linguistique qui produit la vision michelétienne de ce mouvement politique. Magalie Myoupo met en lumière et interprète les ambiguïtés du discours sur la tournure religieuse de l'événement révolutionnaire. Julien Pasteur revient sur l'interprétation michelétienne de la Terreur, point névralgique de la lecture de la Révolution, autant au XIX^e siècle qu'aujourd'hui encore. Gérard Bras, dans le prolongement de son ouvrage récent sur le peuple⁹, élucide la vision complexe de Michelet, qui voit tout à la fois la Révolution créant le peuple et créée par

9. Gérard BRAS, *Les Voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Amsterdam éditions, 2018.

lui. Stéphanie Roza précise, à partir du traitement de la figure de Babeuf dans et autour de l'*Histoire de la Révolution*, le rapport ambivalent de Michelet avec l'un des inspirateurs du socialisme.

Enfin, dans un dernier temps, il a paru nécessaire de mettre en valeur l'importance de Paris, ville Révolution, creuset de l'émancipation humaine selon Michelet. Pierre-Benoît Roumagnou tire des multiples modes de présence de la ville dans le texte le portrait d'une capitale en effervescence. À la suite, nous donnons un fragment inédit de l'historien, retrouvé dans les Papiers préparatoires de l'*Histoire de la Révolution*, à la fois éloge vibrant de la ville volcan et déploration sur l'effacement des lieux témoins de la Révolution, au cours du XIX^e siècle et tout particulièrement au moment des travaux d'Hausmann.